



Keystone-a

ÉTATS-UNIS

« Trump, ce n'est pas la fin du

Donald Trump entrera en fonction le 20 janvier. Alors que la plupart des commentateurs craignent l'apocalypse – ou presque –, Gabriel Galice, qui dirige un institut de recherches pour la paix, garde la tête froide.

Les faits plutôt que les sentiments. L'honnêteté intellectuelle plutôt qu'une impartialité de façade. L'économiste et politologue français Gabriel Galice, qui nous reçoit dans son Institut pour la paix à Genève, regarde le monde avec des lunettes dif-

férentes de celles de la plupart des analystes et commentateurs: non, le ciel ne va pas nous tomber sur la tête après l'entrée en fonction de Donald Trump, non, le diable ne s'est pas réincarné en Russie sous les traits de Vladimir Poutine et, non, ni Barack Obama ni Donald Trump ne peuvent à eux seuls chambouler la politique étrangère d'un pays comme les États-Unis.

En tant qu'irénologue (chercheur sur la paix), comment avez-vous vécu l'élection de Donald Trump à la tête des États-Unis?

Gabriel Galice: – Sans affolement. Je ne me suis pas dit: «C'est la fin du monde».

Le correspondant du Temps, lui, n'a pas hésité à parler d'un «11 septembre en pire». La défaite d'Hillary Clinton ne vous pas inquiété?

– Hillary Clinton est une va-t-en-guerre. Elle était favorable à l'invasion de l'Irak. Elle a traité publiquement Vladimir Poutine de «nouvel Hitler». En tant que Secrétaire d'Etat de 2009 à 2013, elle a poussé Barack Obama à intervenir en Libye, pays devenu depuis un vivier de l'Etat islamique et une base de départ de centaines de milliers de réfugiés. Non, sa défaite n'est pas forcément une mauvaise nouvelle pour qui aspire à plus de paix dans le monde.

En revanche, le fait que Donald Trump cherche l'apaisement avec la Russie,

une des puissances nucléaires, est une bonne nouvelle. Tout comme son dévouement pour l'OTAN, qui pousse l'Europe à entrer en conflit avec la Russie plutôt qu'à s'entendre avec elle.

Mais avec Donald Trump, dont le secrétaire à la Défense, l'ex-général des Marines James Mattis est surnommé *Mad Dog* (chien enragé), il y a aussi des raisons de s'inquiéter, non?

– Effectivement. En 2004, le général James Mattis a commandé des troupes qui ont participé à des massacres de civils, hommes, femmes et enfants, à Haditha et à Fallujah, en Irak. Le cabinet de Donald Trump compte de nombreux francs-tireurs. Des individus tels que Steve Bannon (*ndlr*: nommé conseiller stratégique, cet ancien de Goldman Sachs dirige le média de droite radicale *Breitbart News*) sont loin d'être des défenseurs de la paix. Sont-ils pires que les membres du cabinet de Barack Obama ou de George Bush?

La politique étrangère d'un pays comme les Etats-Unis, qui dépend tou-

de nombreuses oppositions, au Congrès et ailleurs. Cela dit, il a fait un usage massif et meurtrier de drones au Moyen-Orient et il n'a pas fermé la prison de Guantanamo (qu'il a tout de même vidée aux trois quarts): il ne méritait pas le prix Nobel de la paix attribué en début de mandat sur la base de déclarations d'intention.

Mais il faut lui rendre justice. Rétablir les relations diplomatiques avec Cuba et passer l'accord sur le nucléaire iranien, ce n'est pas rien! Sans oublier qu'il n'a pas envahi la Syrie, comme le voulait sa secrétaire d'Etat Hillary Clinton. Barack Obama n'est ni gentil ni méchant. On a trop rêvé de son élection en 2008, aujourd'hui on est trop durs avec lui.

Pour revenir à la politique étrangère de Donald Trump, ses provocations par tweets interposés envers les Chinois vous font-elles peur?

– Oui, et il ne faut pas qu'il exagère. Le rêve de Bill Clinton était d'amaïdouer la Chine à travers le business, mais en conservant le leadership militaire. Les Chinois n'ont pas été d'accord. Depuis des années, ils tentent de contourner le FMI et le dollar américain et ils sont en passe d'y parvenir. La récente création de la Banque asiatique d'investissement (57 membres dont la Suisse) est un succès diplomatique malgré les pressions de Washington. C'est une preuve que la Chine s'émancipe de l'influence américaine.

Reste à savoir comment les Etats-Unis réagiront. Les alliances en Asie sont bien plus complexes qu'on le pense et le risque de nouveaux conflits existe. Prenez le Vietnam. On pourrait le croire farouchement opposé aux Américains. Pourtant, ses dirigeants cherchent à se rapprocher des Etats-Unis parce qu'ils craignent plus que tout l'envahisseur chinois. Les Américains ont détruit leur pays, les Français y sont restés durant soixante ans, mais les Chinois, eux, ont occupé le Vietnam durant 1000 ans! Ses habitants ne l'ont pas oublié.



Autre inquiétude concernant Donald Trump au plan international?

– Son approche de la crise palestinienne. Donald Trump s'aligne sur le Premier ministre Benjamin Netanyahu et les faucons israéliens alors que l'ONU, pour la première fois depuis quarante ans, vient de condamner la colonisation israélienne dans

Né à Lyon, Gabriel Galice a publié l'an dernier *Lettres helvètes* (239 p.) aux éditions des Syrtes.

monde»

jours d'intérêts et de lobbies (industriels, militaires, etc.), évolue peu. L'Etat est un monstre froid, une machine. Lorsqu'un dirigeant arrive au gouvernement, il s'enchaîne dans un enchevêtrement d'intérêts. Sa marge de manœuvre est mince. Vladimir Poutine, lui aussi, doit cohabiter avec son gouvernement. Il pèse, certes, mais n'a pas tous les pouvoirs.

Comme Barack Obama. Que pensez-vous de l'ancien président des Etats-Unis?

– Il a fait tout ce qu'il pouvait. Une fois de plus, il n'avait pas un pouvoir illimité. La Constitution française donne bien plus de liberté au président. Barack Obama a dû faire avec

Ingérence russe et CIA

Que pensez-vous des accusations d'ingérence de la Russie, à travers Wikileaks, dans le processus électoral américain?

– Je ne sais pas ce que les Russes ont fait ou n'ont pas fait. Je ne fais pas confiance à la CIA, dont le rapport n'apporte aucune preuve claire. Il vient d'être contesté par un collectif d'anciens spécialistes du renseignement étasunien. Et n'oublions pas que la CIA avait aussi affirmé que Saddam Hussein possédait des armes de destruction massive. Le piratage des courriels d'Hillary Clinton l'a certes déstabilisée, mais il n'a pas non plus forcé les gens à voter pour Trump.

Les démocrates devraient commencer par balayer devant leur porte. On sait maintenant avec certitude que leur parti a truqué la primaire pour empêcher le candidat de la gauche radicale, Bernie Sanders, de s'imposer face à Hillary Clinton. Après cela, nombre d'électeurs séduits par Sanders se sont abstenus (*ndlr*: 43% d'abstention aux présidentielles). D'autres ont fini par voter pour Trump.

Cer



Keystone-a

les Territoires occupés. C'est très mauvais pour la paix. Entre Israéliens et Palestiniens, mais également dans le reste du monde. On le sait, le conflit palestinien nourrit le terrorisme international. Les extrémistes s'en servent pour légitimer leurs attentats. Vouloir lutter contre le terrorisme, comme le prétend Donald Trump, et en même temps soutenir les va-t-en-guerre du camp israélien est totalement contradictoire.

Et l'Iran? Le directeur de la CIA nommé par Donald Trump, le militaire Mike Pompeo, est connu pour son hostilité à l'accord sur le nucléaire...

– C'est encore une contradiction: on ne peut pas prôner l'apaisement avec la Russie tout en menaçant la paix au plan régional par une politique inutilement agressive envers l'Iran, alliée des Russes.

Vous critiquez la couverture médiatique européenne de la guerre en Syrie. Pourquoi?

– Beaucoup de choses ne vont pas. Par exemple: les médias se basent presque exclusivement sur les renseignements d'une seule organisation, l'Observatoire syrien des droits de l'homme, dont l'impartialité et le professionnalisme sont loin d'être garantis et qui est très éloigné du théâtre des opérations, à Londres. Mais ce qui me dérange le plus, c'est que l'on refuse d'évoquer la doctrine de remodelage du Grand Moyen-Orient.

De quoi s'agit-il?

– Le Grand Moyen-Orient fait référence à la zone comprise entre le Maroc et le Pakistan. Et le remodelage signifie, en réalité, le renversement systématique de tout Etat s'opposant aux intérêts des Etats-Unis dans cette région. Evoquée pour la première fois en février 2003 par George W.

Bush, cette doctrine a été appliquée la même année lors de l'invasion de l'Irak, lancée, on le sait, sur la base d'un mensonge (la présence d'armes de destruction massive).

Fin 2006, *Time Magazine*, que l'on peut difficilement taxer de média pro-russe, a publié un rapport secret confirmant que le gouvernement américain œuvrait au renversement du président syrien Bachar el-Assad. Le montant alloué à cette mission était déjà d'un milliard de dollars par an! En 2011, la Libye est tombée. Parallèlement à cette opération, un nouveau programme a été mis en place, cette fois-ci pour armer les combattants anti-régime en Syrie. Voilà en quoi consiste le remodelage du Grand Moyen-Orient.

Vladimir Poutine n'a-t-il pas sa part de responsabilité en Syrie?

– Oui, mais la Russie est entrée en jeu bien après les Etats-Unis. Et en défensive, face aux empiètements étatsuniens en Europe centrale et orientale ainsi qu'au Moyen-Orient.

D'accord. Mais autant Saddam Hussein en Irak que Mouammar Kadhafi en Libye étaient des tortionnaires. Sans oublier Bachar el-Assad. Ne méritaient-ils pas de tomber?

«Se borner à dénoncer l'ingérence russe relève soit de l'aveuglement soit de la malhonnêteté intellectuelle.»

– Il s'agissait d'Etats indépendants et laïcs où l'on vivait infiniment mieux avant que le chaos actuel ne s'installe. L'élimination de Hussein et de Kadhafi et la

tentative de renversement d'Assad ont entraîné un nombre de morts, de réfugiés et de drames humains ahurissants. Sans rien résoudre. Ces renversements sont le résultat des visées impérialistes américaines, partagées en partie par les Européens. Ne pas le rappeler et se borner, dans le cas de la Syrie, à dénoncer l'ingérence russe relève soit de l'aveuglement soit de la malhonnêteté intellectuelle. ■

Recueilli par Cédric Reichenbach

La guerre en Syrie: Gabriel Galice rappelle que les Etats-Unis cherchent depuis longtemps à renverser le régime de Bachar el-Assad, opposé aux intérêts américains.